

## Chômage et autres chiffres Michel Husson, *Regards* mai 2007

Quelques semaines avant le premier tour, l'Insee décide de ne pas publier son chiffre du chômage, qui est mauvais, sous des prétextes techniques sans fondements (1). Le ministère de l'emploi confirme le sien, n'hésitant pas à dissimuler les travaux de ses services, si bien que le directeur de la Dares a été accusé de mensonge (*Les Echos*, 2 avril 2007). Et la controverse ne l'empêche pas de publier fin mars le dernier chiffre disponible avant le premier tour. Et la droite peut triompher : à 8,4 %, le taux de chômage serait à son point le plus bas depuis 1983.

Mais cette mascarade a été mise à mal par Eurostat, l'organisme statistique européen, qui a choisi de ne pas retenir les chiffres fournis par l'Insee et de les corriger à la hausse. C'est un désaveu sans précédent dans l'histoire des statistiques européennes : dans un pays vraiment démocratique, il aurait ouvert une crise profonde.

En réalité, le taux de chômage ne fait que retrouver le niveau qui était le sien à l'arrivée de la droite en 2002. Ses gouvernements successifs n'ont pu l'empêcher de grimper jusqu'à 10 % puis l'ont ramené à son point de départ. Même cette piètre performance peut être mise en doute et on est là au cœur de la controverse sur les chiffres du chômage : entre les statistiques de l'Anpe et celles de l'enquête emploi de l'Insee, on observe une dérive croissante qui ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais une modification du traitement des chômeurs par l'Anpe. Le collectif « Les autres chiffres du chômage » en a bien identifié les cibles : chômeurs radiés (+39 % entre 2004 et 2006), chômeurs « déboutés » qui renoncent à leur inscription à l'Anpe après avoir perdu tout droit à l'indemnisation (+31 %) et enfin chômeurs « dégoûtés » face aux convocations à répétition et aux pressions destinées à leur faire accepter n'importe quel emploi (+31 %).

Le fait que ce scandale statistique a eu d'assez faibles répercussions sur la campagne est un symptôme parmi d'autres du discrédit des discours officiels et de leur écart grandissant avec les situations concrètes. Mais la question sociale ne s'arrête pas au chômage et ACDC a étendu ses recherches à la question plus large de la précarité et de ce que le Bureau international du travail (BIT) appelle l'emploi « inadéquat ».

Le constat dressé dans sa note n°4 est impressionnant : en 2005, « 14 millions de personnes sont touchées par le chômage total ou l'emploi inadéquat, soit 51% de la population active ». Et cette proportion n'a cessé d'augmenter depuis 1990 : « au-delà des fluctuations conjoncturelles d'un chômage qui se maintient à un niveau élevé, la qualité des emplois s'est donc continûment dégradée sur la période » souligne ACDC. Ce résultat est obtenu en additionnant quatre types de situation : 3,8 millions de salariés à bas salaire (moins de 818 euros par mois) ; 2,7 millions de salariés sur contrat précaire ; 5 millions de salariés déclassés par rapport à leur qualification ; 4,3 millions de salariés en situation de travail « insoutenable » (longue durée, travail de nuit). Le travail de pointage réalisé par ACDC utilise des sources statistiques officielles et met en œuvre une méthodologie originale qui vise à éviter les doubles comptes (bas salaire et emploi précaire par exemple).

Ces résultats posent plusieurs questions, et d'abord celle de l'existence même d'ACDC. Celle-ci ne se justifie que par les défaillances du système statistique public qui sous-exploite les données dont il dispose, et est devenu incapable de répondre au besoin de connaissance de la société. Il est révélateur que ce soit ce collectif qui prenne au sérieux les recommandations du BIT sur l'étude du travail « inadéquat ». Mais ces résultats ne sont pas non plus un scoop absolu et d'autres rapports ont braqué le projecteur sur la situation sociale en France. Pourquoi alors en a-t-on si peu tenu compte au cours de la campagne, au profit de discours amphigouriques sur la valeur-travail ? Pourquoi, à l'exception des candidats anti-libéraux, la question de la répartition des revenus n'a-t-elle été traitée que de manière accessoire, sinon parce que les « grands » candidat(e)s ne cherchent pas à remettre en cause l'actuelle distribution des richesses ? C'est pourtant la source de la dégradation sociale qu'ils feignent de déplorer.

(1) voir le site du collectif ACDC « Les autres chiffres du chômage » <http://acdc2007.free.fr/>